

Données personnelles : WhatsApp toujours sous la pression de l'UE

La tension monte entre l'Union Européenne et WhatsApp au sujet des conditions d'utilisation des données personnelles de ses utilisateurs et de sa politique de confidentialité.

» Les utilisateurs doivent être en mesure de comprendre clairement les conditions d'utilisation et la manière dont leurs données personnelles sont utilisées à des fins commerciales. » explique le EU Consumer Affairs, le service de la Commission chargé des politiques en matière de justice, de droits des consommateurs et d'égalité des genres.

We urge [@WhatsApp](#) to keep EU consumers better informed about their business model.

Users must be able to clearly understand the terms of service and how their personal data is used for commercial purposes. <https://t.co/Tj6lv2Znd8> #ConsumerProtection pic.twitter.com/NGkdy1nhrh

— EU Consumer Affairs (@EU_Consumer) [June 8, 2022](#)

Mise en cause, la dernière mise à jour des conditions d'utilisation de la filiale de Meta [appliquée en janvier dernier](#). Une lettre avait été adressée à WhatsApp dans la foulée suite à une [alerte](#) du Bureau européen des consommateurs (BEUC) et de huit associations de consommateurs* concernant des pratiques déloyales présumées.

Si une réponse à la missive a bien été reçue en mars, elle n'a pas convaincu le régulateur. WhatsApp a maintenant jusqu'en juillet 2022 pour fournir des informations supplémentaires.

WhatsApp déjà lourdement condamné en Irlande

» Nous voulons nous assurer que les consommateurs sont mieux informés des politiques de données de l'entreprise et des mises à jour des conditions d'utilisation. Nous avons besoin de recevoir des explications supplémentaires plus claires et plus transparentes. » a réagi Didier Reynders, le Commissaire européen à la justice.

Rappelons qu'en septembre 2021, La Data Protection Commission Ireland [avait infligé](#) à WhatsApp une amende record de 225 millions € pour avoir enfreint la réglementation européenne sur la protection des données personnelles.(RGPD)

« Notre mise à jour 2021 n'a pas changé notre engagement envers la confidentialité des utilisateurs ou la façon dont nous exploitons notre service, y compris la façon dont nous traitons, utilisons ou partageons des données avec quiconque, y compris Meta », a déclaré un porte-parole du groupe.

*APC (Roumanie), Consumentenbond (Pays-Bas), dTest (République Tchèque), Forbrukerrådet (Norvège),

KEPKA (Grèce), EKPIZO (Grèce), S.O.S. Poprad (Slovaquie) et UFC-Que choisir (France).